



# La montée des droi tes

De Mari o Dumont en passant par Berlusconi et Bush, comment et pourquoi la droi te attire une partie de l' électorat, potentiellement victime de ses politiques ?

## Points de repères

**Revue trimestrielle publiée  
par Alternatives**

3720, avenue du Parc, bureau 300  
Montréal (Québec) Canada H2X 2J1  
Tél. : (514) 982-6606  
Télec. : (514) 982-6122  
Courriel : [alternatives@alternatives.ca](mailto:alternatives@alternatives.ca)  
Site internet : [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)

Responsable de publication  
Pierre Beaudet  
[pbeaudet@alternatives.ca](mailto:pbeaudet@alternatives.ca)

Les textes n'engagent que les auteurs et  
ne reflètent pas nécessairement le point  
de vue d'Alternatives.

Abonnement  
Gratuit pour les membres d'Alternatives  
Au Canada : 20 \$ canadiens (4 numéros)  
Dans le reste du monde : 20 \$ US (4 numéros)

## Présentati on

La Montée des droites .....	5
Pierre Beaudet	

## En Europe... Les exempl es de l a France et de l ' I t a l i e

La maladie européenne .....	9
René Monzart	
Comment la droite veut gagner la bataille des idées .....	11
Raphaëlle Bacqué	
L'Italie de Berlusconi .....	13

## En Améri que... Les États-Uni s, l e Canada, l e Québec

Bush s'empare du Congrès par une victoire jugée « historique » .....	17
Patrick Jarreau	
On the Bush Presidency .....	19
ADQ : à droite, toute ! .....	21
Jean-Marc Pottie	
Accélérer et durcir les politiques néolibérales .....	23
Jean-Charles St-Onge et Pierre Mouterde	
Pour une version progressiste du nouveau modèle québécois .....	25
Michel Venne	
No More Politics as Usual .....	29
Judy Rebick	
It Really Is About New Politics .....	31
Judy Rebick	



# La Montée des droites

*Pierre Beaudet*

Depuis quelques temps, un fait politique incontestable domine la scène politique un peu partout dans le monde : la droite, quelquefois même l'extrême droite, connaît d'importants succès électoraux. En Europe, plusieurs pays membres de l'Union européenne qui étaient gouvernés par la social démocratie sont passés à droite, notamment la France, le Danemark, l'Italie, l'Espagne et d'autres. Sur les décombres de l'ex Union Soviétique et de l'ex Yougoslavie prolifèrent des partis et des courants extrémistes. En Asie, l'émergence d'une droite dure en Inde via le BJP change la donne non seulement dans ce pays mais dans l'ensemble du continent. En Amérique latine, la droite a remporté des victoires importantes en Colombie, en Bolivie et ailleurs. Aux États-Unis, la coalition républicaine regroupe les secteurs les plus conservateurs de la société américaine. Enfin au Canada, la droite marque des points également sous l'égide de divers partis dont l'ADQ au Québec.

## Un million de Mario Dumont

Des dinosaures qu'on croyait enterrés ressurgissent, tel le président Jacques Chirac et derrière lui, les nostalgiques du nazisme comme Jean Marie Le Pen. Des pseudo « modernes » comme Berlusconi en Italie ou Aznar en Espagne conjuguent les vieilles rengaines de la droite extrême avec les habits clinquants du néolibéralisme. Des coalitions aux relents intégristes s'organisent aux quatre coins de la planète et sous le couvert de toutes les religions : Bush et sa « croisade chrétienne » aux États-Unis, Vajpai Bihari et ses hordes hindouistes en Inde et bien d'autres encore. Plus normalement et plus banalement, de « jeunes vieux » hypermédiatisés sont promus comme ceux qui vont nettoyer le chaos hérité de la social démocratie et du kénérianisme et qui vont enfin remettre à leur place les dissidents, les critiques, les défenseurs des droits sociaux. Parfois polis et souriants comme Mario Dumont, parfois menaçants et agressifs comme Haider en Autriche, parfois ternes et austères comme Stephen Harper, les chantres de la « nouvelle » droite sont souvent présentés par les médias comme l'expression de la « modernité », du « renouveau », du « changement ».

## Une vaste bataille des idées

Cette « nouvelle » droite (qui n'est pas si nouvelle sur le fond) exige un « retour à la normale ». La sociale-démocratie, le socialisme, voire le kénérianisme sont présentés comme des projets minant la liberté, la prospérité, voire la sécurité. Celle-ci (la sécurité) devient l'axe principal pour

« protéger » la société des immigrants, des syndicats, des groupes féministes et des mouvements sociaux en général, de la subversion, du désordre. Le système de sécurité sociale, le secteur public, le concept de droits sont autant d'« obstacles » à détruire pour ramener la société dans son ordre « naturel », hiérarchique, patriarcal, autoritaire. Pour certains (Samuel Huntingdon par exemple), tout cela s'impose par le « clash des civilisations », entre nous les « civilisés » et eux les barbares. Conclusion, il faut construire autant de « forteresses » pour protéger Nord Américains et Européens de l'Ouest contre le reste du monde (la Russie, la Chine, l'ensemble du tiers monde). Derrière toute cette ébullition se produit un vaste travail idéologique et culturel, qui atteint et anime des secteurs de plus en plus importants de la société. Des think tank comme la Société du Mont-Pellerin, le Heritage Foundation, le Frazer Institute et d'autres organismes bénéficiant d'énormes ressources provenant du patronat et des entreprises multinationales essaient un peu partout pour changer non seulement quelques idées mais l'agenda social dans son ensemble. Dans une large mesure, ils réussissent à déterminer le terrain du débat public en profitant de connivences évidentes avec les grandes institutions internationales comme l'Organisation mondiale du commerce, le Forum économique mondial, le G-8, l'OCDE, etc.

## La carotte et le bâton

Parallèlement, cette « nouvelle » droite se manifeste également sur le terrain social, en créant un faisceau d'associations et de projets visant les jeunes, les démunis, les laissés-pour-compte du système à qui on offre sinon des droits de la « compassion », comme le dit le président Bush. Enfin, cette droite n'a pas peur d'employer les « grands moyens » surtout lorsqu'elle se sait délégitimée. La guerre contre les « barbares » qu'ils soient Afghans ou Palestiniens, la criminalisation du mouvement social, l'imposition d'une panoplie de lois liberticides sont autant de moyens pour dramatiser la situation et créer une situation de panique qui pousse les gens à se réfugier vers les défenseurs de la « loi et de l'ordre ».

## La gauche à la défensive

La social-démocratie qui occupait du moins en Europe le haut du pavé durant la dernière décennie semble assommée par cette offensive. Au point où dans certains cas, des coalitions social démocrates se sont mises à pratiquer le programme de leurs adversaires néolibéraux, de peur d'être débordés électoralement. Ce glissement de la social démocratie vers le « social libéralisme » n'a cependant pas empêché la gauche d'être vaincue, sauf en Angleterre où la « troisième voie » de Tony Blair (version britannique du social libéralisme) a réussi à surmonter le choc, mais au détriment de l'essentiel des idées pour lesquelles le Parti Travailleiste s'était

battu historiquement. Plus souvent qu'autrement, la social démocratie et d'autres secteurs politiques qui se sont identifiés aux réformes sociales, à la redistribution de la richesse, au renforcement du secteur public, se disent sans réponse devant les questions fondamentales : comment freiner, voire vaincre, le néolibéralisme ? Comment reconstruire le tissu social face à la société émiettée et fragmentée que construisent les néolibéraux ? Comment défendre les conquêtes sociales qui ont permis aux classes populaires d'accéder à l'éducation, la santé, la protection sociale ? Comment changer le cours des choses qui polarisent sans cesse le monde entre quelques gagnants et une masse de grands perdants ?

### Des résistances éparpillées

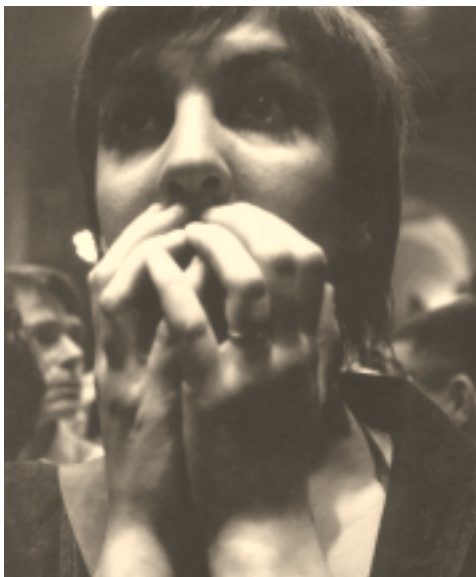
Le laminage de la gauche déborde cependant la social-démocratie. Des mouvements plus radicaux (Partis communistes, Verts, extrême-gauche) connaissent eux-aussi d'énormes difficultés. Dans certains cas, cette évolution les conduit également à laisser tomber ce pourquoi ces mouvements se sont toujours battus. Ailleurs, on assiste à une dérive vers une sorte d'« intégrisme » (laïc ou religieux), voire une politique du désespoir qui mène à la militarisation et à l'échec. Mais dans ce paysage passablement gris existent cependant d'heureuses exceptions. Le vaste mouvement contre la mondialisation néolibérale qui a pris le devant de la scène de Seattle à Québec en passant par Gènes et Prague exprime une nouvelle citoyenneté pour les droits, pour la justice, contre la guerre et manifeste un regain militant surtout parmi les jeunes. Dans le cadre du Forum social mondial à Porto Alegre, ce développement est apparu par ailleurs sur des bases propositionnelles, constructives, par rapport aux grands enjeux de la société (mondialisation, environnement, éducation, santé, droits des femmes et des enfants, etc.). Même les champions du néolibéralisme comme le Forum économique mondial ont été forcés d'admettre que la gauche via le FSM était en train de reprendre l'initiative.

### Un grand défi

Mais à l'importante exception du Brésil, ce mouvement reste davantage « social » que politique même s'il est naturellement lié aux projets de la gauche organisée. L'exception brésilienne est peut-être parlante puisque les mouvements sociaux (syndicats, mouvement des sans-terre, des jeunes, écologiste, etc.) sont ceux qui déterminent dans une large mesure l'agenda politique, et non comme cela est traditionnellement le cas là où les mouvements de la gauche politique restent déterminants. Chose certaine, le défi est immense, car les réponses partielles ou les astuces électorales ne mèneront nulle part. Par exemple, il est peu probable que le virage « social libéral » d'une partie de la social démocratie ne permette de freiner la droite. Il est impensable également qu'un durcissement de la gauche radicale n'aboutisse ailleurs qu'à un plus grand isolement. Enfin, le mouvement social risque de s'épuiser si les conditions du terrain politique continuent de favoriser la droite et l'extrême droite. Sans tomber dans un fétichisme de l'État ou du politique, on ne peut évacuer la question du pouvoir. Il importe donc de prendre au sérieux l'offensive actuelle de la droite, de la décortiquer, de l'analyser, d'en identifier les maillons faibles et de la confronter sur des bases progressistes solides.

### Pourquoi un colloque ?

C'est ce à quoi nous entendons contribuer par un colloque de deux jours qui s'adresse à tout le monde (militants associatifs et politiques, chercheurs, étudiants, journalistes, etc.). Nous allons examiner la question d'une manière comparative, en regardant sur ce qui passe dans diverses régions du monde. Nous ferons appel à des analystes et des militant-es de plusieurs pays pour bien comprendre le processus dans sa complexité et sa multidimensionnalité. Bien évidemment dans ce débat, nous ne sommes pas neutres. Nous ne cachons pas notre intention, qui est de contribuer à armer intellectuellement parlant le mouvement social dans la lutte dure et sans merci qui a déjà commencé contre la droite et l'extrême droite.



# En Europe...

Les exemples de la France et de l'Italie







# La maladie européenne

René Monzat

En quelques mois, l'extrême droite ou le « national-populisme » ont gangrené par une émergence inédite et simultanée toute la vie politique européenne. Il ne peut s'agir d'une simple coïncidence.

La montée en puissance des courants d'extrême droite et populistes se poursuit en Europe, comme en témoigne la double secousse française et néerlandaise. À quelques semaines d'intervalles Jean-Marie Le Pen, présent au second tour de l'élection présidentielle, élimine le candidat socialiste et de ce fait toute la gauche de ce scrutin, tandis que le mouvement bâti à la va-vite par Pim Fortuyn réussit une percée malgré l'assassinat de son leader quelques jours avant les élections législatives. Les deux cas illustrent, dans le cadre de cette poussée européenne, les situations les plus différentes possibles. Ainsi, le Front national a conquis, sans jamais la perdre depuis, une audience de masse il y a près de vingt ans. Le mouvement de Pim Fortuyn s'est constitué à partir de presque rien en à peine quelques semaines. Le FN représente une continuité idéologique et doctrinale, mais aussi militante et physique avec les extrêmes droites des décennies précédentes qu'on serait bien en peine de retrouver dans la Liste Pim Fortuyn.

Vécus dans chaque pays comme un choc, les deux événements ne constituent pas des premières en Europe. Ainsi, lors des élections présidentielles roumaines le candidat d'extrême droite Corneliu Vadim Tudor, très exact équivalent de Jean Marie Le Pen, s'est hissé jusqu'au second tour de l'élection présidentielle avec 27 % des voix. D'autre part, de brusques percées d'organisations populistes sans filiations idéologiques affichées ont eu lieu au Danemark (Dansk Volkeparti et Fremskridtspartiet), en Norvège (Fremskrittspartiet), en Allemagne du Nord où le Partei Rechtsstaatlicher Offensive du juge Schill à Hambourg a obtenu près de 20 % des voix lors de sa première candidature.

## Pas de coïncidences

En dix ans, la proportion de l'électorat des pays de l'union européenne votant pour l'extrême droite et le populistes est passée de 3,8 % à 10 %. Une telle tendance affectant simultanément autant de pays ne saurait résulter de simples coïncidences. D'autant que malgré la diversité de leurs origines, ces mouvements développent des thématiques souvent parallèles.

La cristallisation brusque des électors autour de partis sans passé, comme aux Pays-Bas, constitue un indice de plus du fait que ces groupes, initialement tout au moins, sont plus le

reflet, l'expression de phénomènes de crise de leurs sociétés respectives, que des acteurs aptes à modifier la réalité dans laquelle ils agissent. Leur poussée s'alimente donc, partiellement au moins, à des phénomènes continentaux.

Les deux dernières décennies ont connu une conjonction de phénomènes d'ordres idéologiques, sociaux et politiques qui ont affecté toute l'Europe, de l'Ouest en premier lieu. L'effondrement de « mythes mobilisateurs » qui incarnaient l'espoir que la situation des citoyens pouvaient s'améliorer a bouleversé le paysage idéologique. Quatre d'entre eux se sont simultanément effondrés en l'espace d'une décennie. En premier lieu, celui du communisme menant à un avenir radieux, entraîné dans l'effondrement du bloc de l'Est. Ensuite, celui de la social-démocratie qui serait capable de changer sinon la vie, du moins les conditions d'existence. La différence entre une gestion sociale démocrate et une gestion de droite est de moins en moins nettement perçue. Puis, le mythe de l'État-providence tissant des filets de sécurité aptes à protéger les individus et couches sociales fragilisés a sombré, chassé à la fois de la réalité et des formes légitimes du souhaitable. Enfin, l'idée que les citoyens pouvaient au moyen de leur participation aux élections peser sur le choix des politiques suivies n'a désormais plus rien d'évident. Car les élus sont corrompus, ou corruptibles. Car les forces politiques qui se succèdent au pouvoir, socialistes et conservateurs, incarnent deux variantes mal identifiables d'un même projet de « modernisation » libérale.

Dans le domaine social la tendance séculaire vers plus de protection des individus, d'assurance ou de sécurité concernant l'avenir s'est inversée, elle va désormais vers plus de compétition, de précarité, d'incertitude ou insécurité personnelle et collective. Le résultat ne se fait pas attendre. D'abord avec le basculement de couches moyennes vers l'extrême droite (sur des thématiques parfois opposées, mais où toujours l'État prend trop d'impôt et fournit aux entreprises moyennes et artisanales un appui insuffisant). Mais aussi celui de couches ouvrières ou de chômeurs, qui se sentent menacés par la mondialisation, l'Europe, les étrangers et qui ne savent plus ce que les social-démocraties leur apportent. Ces couches populaires sont séduites par un discours souvent antilibéral que les extrêmes droites ou populistes peuvent mettre au cœur de leur discours politique comme l'a fait le FN de 1992 à 1998, ou bien réservent aux couches sociales populaires (comme le FPÖ autrichien, dont le cœur de discours est lui), nettement libéral.

Enfin dans le champ du politique, non seulement le champ du possible s'est restreint, mais encore les gouvernants se sont employés à le verrouiller complètement. Ils se sont in-

généés pour ce faire à inventer des formules variées, depuis la « grande coalition » déclarée, jusqu'à la fausse alternance autrichienne, en passant par la cohabitation à la française dans laquelle président et gouvernement ont déployé des années durant leur énergie à se paralyser mutuellement.

L'Europe semble orchestrer les évolutions négatives

L'Union européenne vient coiffer, accentuer et donner toute leur cohérence négative à l'ensemble de ces phénomènes. Elle organise la libéralisation et joue un rôle actif dans la croissance de l'insécurité sociale. Elle agit de manière administrative, sous l'égide d'une éternelle grande coalition entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates. Pis encore, les politiques de libéralisation ont été menées avec une énergie redoublée dans les périodes où les gouvernements sociaux-démocrates dirigeaient la majorité des pays de l'Union. Sa politique renforce donc les sentiments anti-européens, d'autant que, avec une lâcheté qui semble caractéristique des gouvernants contemporains, ils imputent volontiers les décisions impopulaires à l'Europe et s'approprient sans hésiter le mérite de toutes les mesures ou politiques mises en place par les institutions européennes et susceptibles d'augmenter leur crédit. La mise en place administrative d'une Europe libérale entretient en retour la croissance des extrêmes droites et des populismes. Ces deux facteurs affaiblissent les perspectives d'une autre Europe. Les uns affirmant que l'Europe sera libérale ou ne sera pas (c'est le sens du chantage sans cesse renouvelé notamment au moment de Maastricht), les autres ayant dès lors beau jeu de dire que cette Europe a essentiellement des conséquences négatives.

Une telle dynamique ne saurait se poursuivre éternellement, car si les extrême droites arrivent à peser sur les gouvernements dans suffisamment de pays, il n'y aura pas plus d'Europe libérale que sociale. Au contraire, l'éclatement de la Communauté au nom des intérêts nationaux (ou régionaux) amènerait à un repli radical sur autant de nationalis-

mes étroits et une situation continentale chaotique apte à renforcer le nationalismes les plus autoritaires. Il ne suffira donc pas de donner un autre contenu à l'Europe en infléchissant à la marge les politiques communautaires. Il s'agit de construire une autre Europe, ni Europe libérale, ni Europe forteresse, s'appuyant sur des acteurs politiques et sociaux continentaux, autour de perspectives sociales et politiques européennes (ne serait-ce qu'une protection sociale européenne, des services publics européens), une Europe capable enfin de jouer un rôle positif effectif dans les relations internationales. Pareil projet est un projet en rupture, suppose de gagner des vraies épreuves de force politiques et sociales, et donc de construire les acteurs politiques capables de les mener à bien. La remise en cause du traité de Maastricht, qui scelle dans le marbre le caractère libéral de la communauté, suscitera par exemple des résistances acharnées.

Les millions d'européens qui votent pour les extrêmes droites populistes croient – à tort – défendre ainsi leurs intérêts. Échaudés par des décennies de discours suivis d'effets allant dans une toute autre direction, ils, elles ne se laisseront pas impressionner par le recours aux bons sentiments (c'est mal d'être raciste), ni non plus par des discours (la pédagogie européenne ne sert non plus à rien). Les réinsérer dans l'espace politique et social-démocratique constitue un des enjeux essentiels pour une alternative européenne de gauche. Il nous sert de courir, car nous n'avons pas su partir à point. L'alternative de droite a une longueur d'avance. De plus, la nature de son projet de repli peut lui permettre de gagner sans avoir à se constituer en acteur politique européen. L'alternative de gauche, elle, ne bénéficie pas de cette facilité. Elle doit proposer son projet, définir les moyens de l'imposer, et de surcroît mener les batailles nécessaires, avec les instruments adaptés.

---

*Extrait de la revue Mouvements*



# Comment la droite veut gagner la bataille des idées

Raphaëlle Bacqué

Six mois après la victoire de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, cinq mois après celle de l'UMP aux législatives, la majorité est à la recherche d'une doctrine qui tienne compte de sa culture idéologique et d'aspirations nouvelles. Enquête sur une reconstruction.

Dans quelques jours, l'UMP présentera officiellement sa « charte des valeurs » : « Liberté, solidarité, responsabilité, nation, Europe ». En janvier, elle créera sa fondation, lieu de débats et de réflexion dont le but est tout autant d'alimenter la majorité en idées nouvelles que de lui attirer les réseaux d'intellectuels et d'universitaires qu'elle n'a pas, qu'elle n'a plus, ou qu'elle n'a peut-être jamais vraiment eus.

Cinq mois après son écrasante victoire électorale, la droite chiraquienne rêve d'emporter la bataille des idées. Plusieurs de ses chefs l'assurent : elle peut profiter du désarroi des socialistes pour mettre fin à ce qu'ils appellent « l'hégémonie culturelle de la gauche ».

Cette tentation n'est pas tout à fait nouvelle. Peu après son élection à la présidence du RPR, en 1999, Michèle Alliot-Marie, déplorant une domination de la gauche dans la presse, avait proposé la création d'une formation destinée aux journalistes... L'idée avait été moquée, puis abandonnée. La démarche d'aujourd'hui est plus ambitieuse. Elle tient à un constat, que résume le ministre (UMP) de l'agriculture, Hervé Gaymard, qui fut l'un des rédacteurs du programme présidentiel de Jacques Chirac en 1995 comme en 2002 : « *Nous n'avons pas de préparation d'artillerie idéologique. Et si les services 'études' de nos partis ont produit des projets, nous ne savons pas toujours à quelle réflexion les adosser.* »

L'histoire récente de la droite n'est pas pour rien dans cette difficulté. La dernière tentative de théorisation de son action, entre 1986 et 1988, s'est soldée par un échec sévère. Sous l'impulsion notamment d'Edouard Balladur, le RPR s'était largement inspiré, en matière économique, des néoconservateurs américains du président Ronald Reagan, pendant que Charles Pasqua vantait les « valeurs communes » partagées avec le FN. De sa lourde défaite de 1988, M. Chirac a gardé une méfiance à l'égard du libéralisme anglo-saxon et la volonté de se tenir au plus loin de l'extrême droite. Le thème victorieux de la « fracture sociale », en 1995, suivi d'une rupture avec ses engagements de campagne sous le gouvernement d'Alain Juppé, la déchirure persistante entre chiraquiens et balladuriens, puis le rapprochement – jusqu'à la fusion – des gaullistes, des libéraux et d'une partie des centristes ont achevé de brouiller les pistes. Au point que le chef de l'Etat, son gouvernement et sa majorité paraissent désormais tenir deux lignes à la fois : ils prônent avec force le rétablissement de l'ordre républicain tout en lançant des pistes sur le droit de vote et l'intégration des étrangers ; ils insistent sur la baisse des impôts et des charges en même temps qu'ils dénoncent les « inégalités ». Quand son ministre de l'intérieur critique les « droits-de-l'hommeistes », le chef de l'Etat fait l'éloge des droits de l'homme. Le même Nicolas Sarkozy ouvre ensuite le débat sur la double peine et Jean-Louis Borloo se fixe pour mission de « lutter contre les injustices ». Exportateur volontaire de cette nouvelle solidarité hors des frontières françaises, le ministre des affaires étrangè-

res, Dominique de Villepin, lançait encore, mercredi 30 octobre au Maroc, un appel à « *maintenir les deux rives de l'homme* », regrettant que « *trop de peuples [soient] laissés à l'écart et livrés à la misère, tandis que les pays riches se laissent gagner par l'oubli, l'égoïsme ou l'indifférence* ».

Au-delà des habiletés tactiques et des effets d'annonce, la nouvelle majorité s'emploie visiblement à reconstituer un « ensemble de valeurs », apparemment contradictoires, pour servir de fil à plomb à son action. « *Aux législatives, le cœur du programme du RPR, était très libéral*, explique Pierre-François Mourier, ancien directeur des études du parti gaulliste. En revanche, le programme de Chirac *avait un aspect plus humaniste. Nous y avons fait figurer, par exemple, le Civis, ce contrat d'insertion dans la vie sociale pour aider les moins de 25 ans à réaliser un projet d'insertion ou un projet humanitaire.* »

Jean-François Copé, alors chargé de rédiger le projet du RPR, est parti aux États-Unis, dans le cadre du programme Young Leaders, observer les politiques de sécurité à Houston (Texas) et les expérimentations locales à Portland (Oregon). Mais il préfère parler de démarche « pragmatique » plutôt que de réflexion théorique. L'Élysée a néanmoins supervisé le lancement de dizaines de petits groupes de réflexion, dont bon nombre d'animateurs peuplent à présent les cabinets ministériels.

Parallèlement à ce travail classique d'élaboration d'un programme gouvernemental, c'est aussi dans ces petits groupes que des notes de lecture sur des travaux d'intellectuels habituellement classés à gauche ont commencé à circuler. « *Nous voulons trouver des concepts qui expliquent la réalité*, affirme Nathalie Kosciusko-Morizet, aujourd'hui députée (UMP), qui a activement participé à ces réflexions. *Pourquoi ne pas lire Edgar Morin, Marcel Gauchet, Jean Baudrillard ou Paul Ricoeur ?* » C'est là, aussi, que le philosophe Luc Ferry, devenu ministre de l'éducation nationale, s'est rapproché de Jean-Pierre Raffarin.

De cette recherche tous azimuts n'est pas véritablement né un corpus de pensée. Le programme de la droite reste essentiellement, pour l'heure, le résultat d'une synthèse entre le gaullisme social d'un François Fillon, le libéralisme décentralisateur d'un Jean-Pierre Raffarin ou d'un Jacques Barrot, les réflexions sur l'autorité d'un Nicolas Sarkozy ou celles sur l'Etat d'Alain Juppé. Mais certains veulent aller plus loin. Ministre de l'agriculture, Hervé Gaymard, l'un des rares à investir aussi les revues intellectuelles en y publiant ses écrits, expose plusieurs thèmes qui seront abordés lors des premiers travaux de la future fondation de l'UMP. « *Il faudra réfléchir à l'envahissement actuel de la sphère politique par ce qui relève de la sphère privée et qui est un phénomène proprement américain* », dit-il, évoquant notamment le débat sur le pacs. « *Après tout, juge-t-il, chacun a la sexualité qu'il veut. L'Etat doit-il s'en mêler ?* » M. Gaymard souhaite aussi qu'émergent des réflexions sur « la tentation actuelle du communautarisme », « la question de la nation », « la place de l'Etat », et sur « cette société dépressive qui attend une assistance complète de la collectivité ». Ce que Jacques Barrot appelle « la troisième phase » : une « sorte de synthèse entre le refus de 1968 d'une société trop hiérarchisée et la permissivité trop grande qui en a découlé ». Mais qui devra répondre à un défi plus grand encore : correspondre aux désirs et aux besoins de la société.

LE MONDE | 31.10.02 |



# L'Italie de Berlusconi

L'Italie de Berlusconi est par bien des aspects étrange, elle devrait constituer un véritable point d'interrogation sur l'évolution des démocraties européennes. Il ne s'agit pas de montrer du doigt ou de dénoncer, mais de chercher à comprendre. L'Italie est un pays de grande culture, un pays économiquement et socialement très évolué, un pays où la démocratie n'est pas un vain mot. Mais alors comment « cela » a-t-il pu se produire ? Comment les italiens ont-ils pu élire Silvio Berlusconi à la tête de leur gouvernement ? Comment cette démocratie en est-elle arrivée à porter au pouvoir l'homme le plus riche du pays, le plus grand entrepreneur médiatique de la péninsule, créant une évidente situation de concentration des pouvoirs dans les mains d'un seul homme ? Ce dossier, en cinq articles, fournira des clés de lectures sur une situation politico-économico-médiatique étonnante, mais il n'offrira aucune réponse définitive à toutes les questions que celle-ci pourrait soulever.

Le 13 mai dernier la coalition de droite emmenée par Silvio Berlusconi a remporté les élections italiennes. Il pourrait s'agir d'une banale alternance politique, phénomène normal dans une démocratie parlementaire, mais la personnalité du leader de Forza Italia, la nature de la campagne électorale italienne mais peut-être et surtout les rapports de force politiques, mais pas seulement, qui résultent de ce scrutin, en font une défaite importante pour la gauche italienne, pour une certaine vision de la politique, voire de la société. Au-delà de la droite italienne qui gagne les élections, au-delà de la gauche qui les perd, c'est un ensemble de valeurs, une vision de la société, qui triomphe sur un autre. Depuis que Silvio Berlusconi est entré dans le champ politique en vue des élections de 1994, les médias et plus particulièrement les télévisions qu'il possède constituent un enjeu crucial du débat politique italien.

## Télévision et démocratie

Tout expliquer par la télévision est sans doute réducteur, comme le montre l'article suivant (Cf. *Sur les médias : un détour théorique*), mais il est impossible de ne pas penser que les médias jouent un rôle très particulier en Italie. Les médias sont investis de différentes « fonctions » dans les théories de la démocratie, généralement ils sont interprétés dans une perspective libérale comme un contre-pouvoir au pou-

voir politique, comme un chien de garde (*watch dog*), l'exemple du « Watergate » constituant l'idéal-type évident de ce rôle démocratique du journalisme. Cette vision positive du rôle des médias dans les démocraties occidentales a été sérieusement remise en cause par les réflexions portant sur la sociologie des médias, mettant l'accent non plus les discours fondateurs d'une profession, mais sur la réalité d'un travail quotidien exercé au sein d'entreprises qui ont des propriétaires, des intérêts, et sont soumises à une logique financière évidente. À ce propos, la logique de la télévision commerciale semble avoir modifié de façon significative les équilibres au sein du champ journalistiques la spectacularisation de l'information ne paraît pas coïncider avec la nécessité de prise de distance qu'impliquerait le débat démocratique. En Italie, cette évolution commune à de nombreux champs journalistiques acquiert une importance toute particulière dès lors que l'entrepreneur Berlusconi, propriétaire de trois chaînes de télévisions hertziennes nationales, décide de fonder un parti politique et de se présenter comme éventuel leader du pays. Les liens entre télévision et politique ne sont plus uniquement un objet d'intérêt pour quelques chercheurs en sciences sociales, voire un thème parmi d'autres du débat politique global. Ces liens deviennent un symbole, celui de la médiatisation, celui de la spectacularisation de la politique, celui de l'éloignement des citoyens (ou peut-être de la citoyenneté) du cœur de l'activité politique.

## L'entrée en politique de l'entrepreneur médiatique

La politique devient un champ de compétition comme un autre dans lequel il est possible d'appliquer les stratégies qui ont déjà été gagnantes dans d'autres domaines d'activité. Silvio Berlusconi fonde ex nihilo un parti « politique », Forza Italia, comme on lance un nouveau savon, dans la plus pure logique marketing, le nom du parti est en effet un cri de supporter (allé l'Italie !) sa couleur de référence est le bleu comme le maillot de équipes nationales italiennes. Le télévisions de la Fininvest, le groupe financier de Berlusconi, deviennent une fabuleuse caisse de résonance, en quelques mois, au printemps 1994, l'entrepreneur le plus fameux (et riche !) d'Italie devient Presidente del Consiglio de la République Italienne, un poste qui est comparable à celui de Premier Ministre en France. Mais sa coalition était trop fragile, elle ne résiste pas à la pratique gouvernementale : Umberto Bossi, le tribun de la Lega Nord, expression des aspirations à l'autonomie des régions les plus riches de l'Italie se réfugie rapidement dans l'opposition. Des gouvernements dits techniques, formés de technocrates italiens mais soutenus par le centre gauche, se succèdent jusqu'aux élections de 1996. Ces élections sont remportées par Romano Prodi le leader de l'Ulivo, une coalition de centre gauche alliée à Rifondazione Comunista, l'aile gauche de l'ex-Parti Communiste Italien. Cette victoire, fruit de la désunion de la droite italienne, l'exercice du pouvoir, peut-être aussi la volonté de réformer l'État italien et donc la recherche du consensus plutôt que du combat politique (une commission parlementaire a vainement cherché un accord entre droite et gauche sur des réformes institutionnelles), font que la gauche oublie de se pencher réellement sur les bases des succès de Berlusconi en 1994 et sur les fondements d'une première défaite importante.

## Les choix sinistres de la gauche italienne

Déjà en 1994 la gauche (en italien on dit « sinistra ») avait échoué à apparaître comme la force qui devait permettre à l'Italie de se relancer sur des voies nouvelles après l'échec de la « Première République », celle qui avait sombré à la suite des procès de corruption à répétition. En ne renouvelant pas assez la pratique du pouvoir, en ne réfléchissant pas sur les causes de ce premier échec et peut-être surtout en ne réglant pas les problèmes liés à ce que l'on appelle le conflit d'intérêt en Italie (c'est-à-dire concrètement la présence en politique du propriétaire du plus grand groupe financier du pays, du principal réseau de télévision privée et donc l'évidente ambiguïté entre les positions publiques et privées occupées par celui-ci), la gauche italienne prête le flanc à l'adversaire. Berlusconi a mené une campagne longue sept ans, entre 1994 et 2001 il a occupé le terrain médiatique (Cf. *Silvio : l'arroseur jamais arrosé*), il a su recomposer l'alliance victorieuse de 1994 (alors que la gauche s'est présentée désunie devant les électeurs) et c'est presque logiquement pourrait-on dire qu'il a triomphé lors des dernières élections.

## Le triomphe d'un homme

Car c'est d'un triomphe dont il s'agit, Forza Italia est maintenant le principal parti politique du pays (30 % des voix contre moins de 17 % au principal parti de gauche les Democratici di Sinistra), le gouvernement ne dépendra pas de l'alliance avec la Lega Nord et Alleanza Nazionale, le parti conservateur héritier du fascisme, est réduit à la position de comparse au sein d'une droite dominée par Silvio Berlusconi. La loi sur l'utilisation de la publicité en politique (Cf. *Polémique sur les spots politiques en Italie*), loi « normale », « évidente » dans toute démocratie, méconnaît les spécificités italiennes. Cette loi suffirait à permettre une juste concurrence politique dans tout autre contexte, mais pas en Italie ! Silvio Berlusconi n'a plus besoin de se faire de la publicité, il est omniprésent, incontournable, victorieux. Les italiens ont massivement voté pour son parti alors que la plupart des intellectuels italiens, voire même européens, dénonçaient la nature antidémocratique du pouvoir qu'il pourrait incarner. La campagne électorale s'est déroulée dans le cadre d'une extrême personnalisation du débat, une personnalisation qui est à la fois le fruit du type de leadership que représente Silvio Berlusconi mais aussi des choix stratégiques de ses adversaires. La télévision a été le terrain sur lequel s'est joué tout le « débat » politique depuis les meetings triomphants du leader de Forza Italia, en passant par les shows télévisés de son adversaire (Francesco Rutelli a été conseillé par le cabinet de communication qui avait orchestré les campagnes de Bill Clinton), jusqu'aux vaines tentatives d'en démonter le mythe de la part de certains journalistes et/ou intellectuels italiens.

## L'échec de ses adversaires

Mais sur ce terrain du spectacle, du boniment pourrait-on dire, qui est plus fort que l'homme d'Arcore (l'immense villa qu'il possède) ? Qui mieux que ce symbole vivant de la réussite italienne dans les années soixante-dix et quatre-vingt peut faire rêver ses concitoyens ? Comment les harangues publiées par Umberto Eco peuvent apparaître autrement que comme des leçons de morale données à des italiens qui demandent plus de bien être quotidien, à des ci-

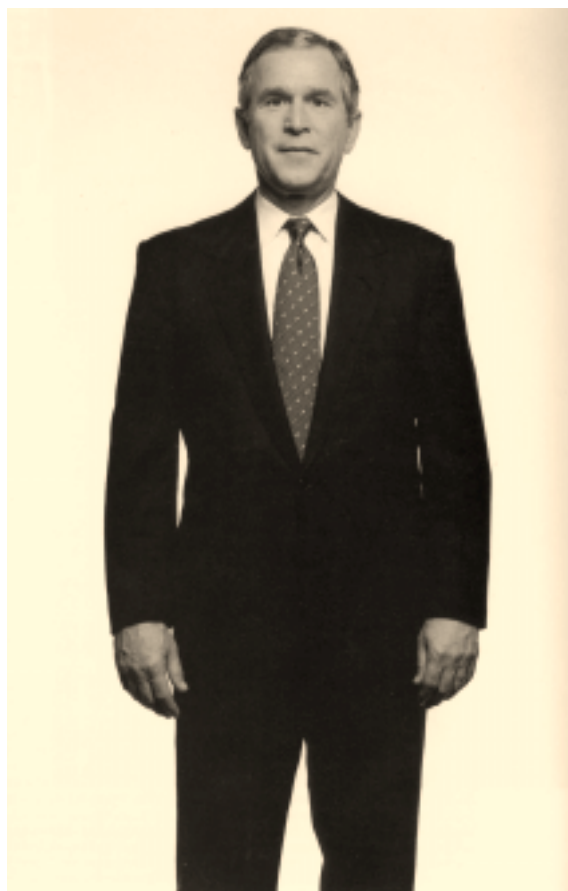
toyens qui en regardant les chaînes de Silvio Berlusconi témoignent déjà de leur approbation d'un certain type de valeurs véhiculées par les émissions télévisuelles. Et là, il est impossible de ne pas reparler de la télévision italienne, dans son ensemble, réseaux Rai (télévision publique) et Mediaset (télévision de Berlusconi) confondus en une unique machine à diffuser du divertissement bon marché. Car la télévision ne propose pas que des informations, bien au contraire, elle est avant tout un médium de divertissement qui transmet jour après jour des représentations sociales, des visions du monde, des valeurs. Et la télévision italienne dans son ensemble renvoie aux italiens une image du monde dans lequel l'immédiateté des succès importe plus que leur fondements moraux éventuels. L'échec des adversaires de Silvio Berlusconi a sans doute été de méconnaître les profondes affinités qui existent aujourd'hui entre les aspirations de nombreux italiens et ce que représente Silvio Berlusconi. Les intellectuels notamment ont failli dans leur capacité à comprendre ce qui est en oeuvre réellement, le véritable problème n'est pas constitué par l'existence du leader de Forza Italia (e tant que phénomène politico-médiatique) mais bien par le fait que pour des millions d'italiens il soit un leader crédible, respectable, et préféré à tous ses adversaires et/ou alliés. Car par-delà Silvio Berlusconi et sa victoire électorale, ce sont des valeurs qui s'imposent, une vision de la société qui triomphe par rapport à une autre et donc celle des intellectuels ou artistes italiens (Umberto Eco, Andrea Camilleri, Roberto Begnini, Dario Fo, etc. ...) qui perd du terrain et de la crédibilité aux yeux de leurs concitoyens. C'est un peu comme si le Grande Fratello (le « Loft Story italien » qui a connu un énorme succès médiatique) n'avait plus d'alternatives.

---

[ [www.ornitho.org](http://www.ornitho.org) - 07/06/2001 ]

# En Améri que...

Les États-Unis, le  
Canada, le Québec







# Bush s'empare du Congrès par une victoire jugée « -historique »

Patrick Jarreau

Le Parti républicain est sorti renforcé des élections de mi-mandat. Il conserve une majorité absolue à la Chambre des représentants et s'empare du Sénat, jusqu'alors contrôlé par les démocrates. Ce « doublé », rarissime dans l'Histoire américaine, laisse les mains libres au président. Rompant avec la tradition, non seulement les électeurs américains qui se sont rendus aux urnes, mardi 5 novembre, n'ont pas sanctionné le parti au pouvoir, mais ils ont renforcé ses positions. Les républicains, qui étaient majoritaires à la Chambre des représentants et minoritaires d'une voix au Sénat, se retrouvent totalement maîtres du Congrès pour la législature qui commencera le 1<sup>er</sup> janvier 2003. Alors que tous les résultats n'étaient pas encore établis, mercredi matin, heure de Paris, dans les États de la côte Ouest et dans ceux où les écarts de voix étaient les plus étroits, il était acquis que le parti du président conserverait, voire accroîtrait, sa majorité à la Chambre et qu'il prendrait le contrôle du Sénat. George Bush a téléphoné, mardi soir, à deux ou trois dizaines de candidats républicains élus ou réélus.

Le président avait participé intensivement à la campagne électorale, lui consacrant, depuis 2001, 90 déplacements et animant 70 déjeuners ou dîners de collectes de fonds. Il avait choisi lui-même les candidats de son parti dans les compétitions qui s'annonçaient décisives, changé le président du comité national républicain en décembre 2001, arrêté la stratégie du parti avec son conseiller politique, Karl Rove, venu avec lui du Texas. La Maison Blanche pouvait légitimement afficher sa satisfaction, mardi soir, son porte-parole, Ari Fleischer, jugeant que M. Bush « a remporté une victoire historique ». Il faut remonter loin dans l'Histoire – jusqu'à Abraham Lincoln, disaient certains – pour trouver un précédent d'élections de mi-mandat dans lesquelles le parti au pouvoir n'ait pas perdu de sièges.

## Forte participation

Les résultats définitifs de la consultation ne devaient être connus que dans la journée de mercredi, avec des contestations possibles pour certains scrutins. La participation semble avoir été légèrement supérieure, dans certains États, à la moyenne observée lors de ce type d'élections, soit environ 35 % de l'électorat potentiel. Les démocrates ont fait un effort particulier pour inciter leurs électeurs à s'inscrire et à aller voter. Malgré cela, ils ne devaient pas progresser à la Chambre des représentants, leurs quelques gains étant compensés par des pertes. Les républicains devaient au

moins retrouver leur quelque quinze sièges de majorité. La situation au Sénat, incertaine pendant la soirée, a cessé de l'être lorsque la sénatrice du Missouri Jean Carnahan a concédé la victoire, un peu avant une heure du matin, à son adversaire républicain, James Talent. Après les élections de 2000, le Sénat comptait 50 démocrates et 50 républicains. Dans ce cas, la voix du vice-président, qui préside le Sénat, fait la différence. Pendant les premiers mois de la présidence Bush, c'est donc Richard Cheney qui a assuré le contrôle des républicains sur le Sénat ; mais un sénateur républicain du Vermont, James Jeffords, a quitté le Parti républicain, et les 50 démocrates sont ainsi devenus la majorité. Mardi, les démocrates ont perdu les sièges qu'ils détenaient en Géorgie et dans le Missouri et n'en ont pris qu'un aux républicains, dans l'Arkansas. Le comptage des voix ne devait être achevé que mercredi dans le Minnesota et le Dakota du Sud, sièges détenus par des démocrates. Enfin, en Louisiane, la loi électorale impose à la sénatrice sortante, qui n'a pas obtenu la majorité absolue des voix, un second tour le 7 décembre. Si le Parti démocrate conserve ses sièges du Minnesota et du Dakota du Sud, et s'il l'emporte au second tour en Louisiane, il détiendra 49 sièges dans le nouveau Sénat. Les républicains sont assurés d'en détenir 50, voir davantage si les démocrates perdent l'un des trois sièges encore non attribués.

## Défaite des démocrates

La défaite subie par l'opposition, dans les élections au Congrès fédéral, se confirme dans celles des gouverneurs, dont 36 sur 50 étaient soumis à renouvellement. La situation économique a créé partout des difficultés budgétaires et, puisque les collectivités locales n'ont pas droit au déficit budgétaire, les gouverneurs ont dû couper dans les dépenses ou augmenter les impôts, ce qui n'est pas populaire. La majorité des sortants étant républicains, l'opinion admise était que les démocrates pourraient remporter des victoires. En fait, non seulement ils n'ont guère progressé, mais ils ont perdu dans des États qui n'avaient jamais eu de gouverneur républicain depuis des décennies, comme le Maryland ou la Géorgie. Ils n'ont conservé la Californie que grâce à l'erreur commise par les républicains qui, dans cet État de gauche, ont désigné un candidat de l'aile droite de leur parti pour affronter le gouverneur démocrate Gray Davis, pourtant très critiqué. Les résultats des élections de mardi sont autant une victoire de M. Bush qu'une défaite des démocrates. A l'évidence, la popularité du président, qui reste au-dessus de 60 % d'opinions favorables, s'est bien traduite en soutien à son parti, contrairement à l'analyse de ceux qui estimaient que la situation créée par les attentats du 11 septembre et par la « guerre contre le terrorisme » incitait les Américains à se rassembler autour du chef de l'État sans pour autant approuver les positions des républicains. En outre, M. Bush et son équipe ont démontré un évident savoir-faire politique, qui leur a permis de surmonter les obstacles nés de la situation économique et des scandales boursiers. Enfin, les républicains ont disposé, une fois de plus, du soutien des grandes entreprises et des catégories les plus riches de la population, ce qui leur a procuré un trésor de campagne très supérieur à celui qu'ont collecté les démocrates. Le Parti démocrate, quant à lui, n'est pas parvenu à représenter une opposition cohérente, appuyée sur quelques thèmes clairs, face à un exécutif renforcé par le sentiment dans lequel les États-Unis vivent depuis presque quatorze mois. Les démocrates ont un an pour trouver les remèdes avant le début de la campagne de l'élection présidentielle de 2004.

• *Le Monde* du 07.11.02



# On the Bush Presidency

*Statement of the National Executive Committee, Committees of Correspondence for Democracy and Socialism.*

Many assumptions - and hopes - regarding a possible Bush presidency that were voiced during the presidential campaign and in the interim when the election hung in the balance have turned out to be wrong. Gridlock, stalemate and some form of sterile bipartisanship to cushion the worst consequences of corporate-right wing control of ALL branches of government have not materialized. Widespread dismay at the illegitimacy of the Supreme Court's selection of Bush along with a 50-50 split in the Senate have not forced caution upon the Bush forces who are moving forward with the most reactionary agenda in recent memory.

While corporate-right control is thin and tenuous, it is nevertheless cemented in part by Republican discipline and near-disintegration of any clear alternative stand by Democrats. With a handful of Senate Democrats voting with the Republicans and about 30 "Blue Dog" Democrats in the House doing the same, the Bush forces have for the time being bolstered their thin majority.

The corporate-right alliance grouped around Bush recognizes that it has a narrow window of opportunity to impose a devastating rebuff to the social safety net and to any hope for sane foreign policy. Thus it is determined to push through its political agenda in a disciplined, relentless and speedy manner. The disputed election which Bush lost has not inhibited those forces from an aggressive "winner take all" approach to pushing their policies. They estimate that with Bush in office, the symbols and trappings of the presidency (aided by a compliant media) will appear to be a validation of his tenure. Finally, the enormous weight of the accumulation of executive power by the presidency in the last 60 years is being pursued by the Bush forces for maximum right-wing gain. This power is augmented by increasing corporate-right control of the courts as well as the Congress. With those levers of power in hand, Bush and his cohorts have demonstrated that their "compassionate conservatism" and campaign "moderation" were fraudulent in the extreme.

## The Impact of Bush's Policies

The principal stress of the new administration has been the corporate agenda. At its heart is abandonment of any sense, no matter how tepid, of obligation to working people. Most astonishing is the fierce, concentrated and well-planned attack on every aspect of a rational and humane social and political policy in every major area —domestic, foreign, environmental, economic, social, educational, cultural.

While the main concern of unfolding Bush policy has been corporate, it has not forsaken the far right social agenda. In retrospect, Bush's appearance at the racist, sexist and anti-Semitic Bob Jones University was a portend of a vastly reactionary program. Placing women immediately under attack, its first act was to ban funding of overseas programs which offer family planning and abortion services.

Undoubtedly, there will be another effort to push a ban on so-called "partial birth abortion" which Bush, unlike Clinton, will sign. This will probably further embolden the religious right and other anti-abortion forces. The administration, after retreating from an attempt to shut down the offices on AIDS policy and race after protests (it gutted the AIDS office anyway), had already shut down the White House Office for Women's Initiatives and Outreach, signaling its contempt for issues affecting women.

The Bush administration's primary campaign for a massive \$1.6 trillion tax cut is an ill-disguised attempt to further restructure tax policies to favor the wealthy. (See the CCDS Statement "The Return of the Reagan Tax Cut" for a full analysis.) While economic pundits, including the Wall St. Journal, now speculate openly that the nation is on the brink of Depression, Bush and his cohorts press their cuts for the rich as an elixir to combat the escalating economic slump. Tax cuts, especially geared to the wealthiest, have never done anything to spark economic revival and will do nothing other than bring about deeper cuts in social programs affecting the working poor and unemployed.

Social policy. The Bush budget priorities include privatization of \$1 trillion of Social Security, and introduction of a voucher system into Medicare aimed at curtailing medical services to elderly and further enriching the insurance industry. He has threatened to veto a mild Patients' Bill or Rights in order to protect his rich benefactors in the insurance industry against malpractice claims. The so-called faith-based charity program is a fraudulent attempt to undermine six decades of government social responsibility and make social programs subject to conservative religious agendas. It is an egregious violation of the constitutional separation of church and state. No doubt, funds will be withheld from progressive religious organizations, the Nation of Islam, etc., while right-wing religious groups rooted in predominantly white suburban areas will receive largesse with which to pursue their reactionary interests.

## The Environment

In its first weeks in office, the administration has delayed regulations to reduce arsenic levels in drinking water, has rejected the Kyoto international global warming treaty, has repealed forest service regulations to preserve roadless areas, has pushed drilling for oil in the fragile Alaska Wildlife Refuge, and has broken its campaign promise to require mandatory reductions on carbon dioxide emissions — all in the face of strenuous protests by scientists, environmentalists, and wildlife specialists. Bush's environmental policies, with their bizarre reversion to alleged nationalistic economic interests, have provoked a global outcry, even among leaders of other industrial states. Education. The administration has put forward a Draconian and racist and anti-working-class education agenda whose cornerstone is national examination policy rigged to punish schools which have been victimized by underfunding and neglect. There is no genuine, effective program to strengthen instruction and improve facilities.

Students and schools that fail, will be cast aside, while the door will be pried open to a program of vouchers, constituting a massive attack on urban public education.

**The Legal System.** A small army of lawyers from the right-wing Federalist Society is now working feverishly to exploit the window of opportunity to fill 94 vacant federal judgeships with right-wing appointees. The American Bar Association has been pushed out of its 48-year role of reviewing judicial appointees. That action was taken to remove all barriers, no matter how fragile, to politically motivated appointments of unqualified judges. This goes forward while the Bush forces scheme to undermine any meaningful campaign finance reform. In seeking to load the federal courts with right-wing judges, affirmative action will be targeted for further attack while those projected appointees will throw a protective curtain around current discriminatory, racist drug laws.

**Labor.** In 10 weeks, the Bush administration has launched an attack virtually without precedent on labor and working families. Reversal of ergonomics regulations to curb repetitive motion injuries was quickly followed by use of an injunction to halt a major airlines strike, foretelling a repeat of Ronald Reagan's destruction in 1981 of PATCO, the air traffic controllers' union. The White House has opened government contracts to nonunion labor. At the behest of credit card companies, the Administration has pushed a sweeping "bankruptcy reform" aimed at working class families and individuals struggling to get out of debt. In addition, accelerating deregulation of communications, banking, travel, and other critical areas along with the continuing push for privatization all come at a staggering cost to labor and the country's working majority.

**Foreign policy.** A rekindled cold war is being pushed by far rightists Cheney, Rumsfeld, Armitage, et. al., who thus far have the upper hand in controlling foreign policy. Expulsions of Russian diplomats, escalating "human rights" pressures on Cuba, and military provocation against China, accompany Bush's ominous refusal to respond to North Korean proffers of cooperation in curbing arms and missile development. Bush's foreign policy truculence was exemplified by air attacks on civilian areas in Iraq to demonstrate "who's boss" against upstarts who refuse to play assigned role in global economy. The administration's veto of an international force to stop the killing of civilians on the West Bank and Gaza, signifies a continuing disregard for Palestinian life and a refusal to support effective steps to Middle East peace. Large deliveries of armaments to Colombia, ostensibly to battle the drug cartels, is being used to attack guerrilla movements. In the Balkans, the administration continues its interference in the internal affairs of Yugoslavia in the interests of global capital. Bush's foreign affairs appointments are a threat an insult to civil foreign relations. John Bolton, the nominee for Undersecretary of State for International Security and Arms Control is a Jesse Helms protege and an avowed enemy of those objectives; Otto Juan Reich, the nominee for Undersecretary for Western Hemisphere Affairs is a rabid Cuba hater. In sum, the Bush foreign policy thus far has been marked by bluster, bullying and truculence with the aim of consolidating US domination of the global market and global polity.

The actions in foreign policy of the controlling far right group increasingly undermine the position of Secretary of State Colin Powell. While a "team player" thus far, Powell is relatively moderate compared to the others. The Cheney

group pulled the rug from under him on North Korea. More of the same may be anticipated. Powell's tenuous position underscores the fact that his appointment was aimed at cynically promoting the myth of racial inclusion while he is being undercut in a characteristically racist manner.

**Military policy.** A review of military policy under Defense Secretary Rumsfeld stresses high tech provocation and intervention with sophisticated surveillance, stealth, rapid deployment of armed forces and National Missile Defense. This reconfiguration of military forces reflect neoliberalism's drive enforce its interests in "unstable" areas. Minimal steps toward peace with North Korea in have been jettisoned in order to preserve a rationale to pursue National Missile Defense which will devastate the Anti-Ballistic Missile Treaty and accelerate Pentagon efforts to militarily dominate space.

**Global economic policy.** The administration has signaled its hardball support of capital and "free trade" movement like FTAA and other efforts to undermine labor and the environment, in the name of global "free trade."

### A Call to Act:

It cannot be emphasized too strongly that the actions of the Bush administration thus far reflect weakness as much as firm command. The frenzy of the action outlined above signifies the fear of the Bush forces that they have a limited time before the strength and potential of a progressive majority take hold to reverse their reactionary course and set the nation upon a constructive path. The very breadth of their right-wing program invites an unprecedented breadth of opposition. Bush's approval ratings, largely abetted by an accommodating media, are beginning to decline. Now is the time to fight back

Defeat of Bush's tax program, and his opposition to a Patients' Bill of Rights are very possible and should be a starting point for resistance. Congress should be bombarded with messages and demonstrative action to convey public disapproval of those policies. The economic downturn will accelerate a cooling of support for Bush and his anti-labor injunction policy and should mobilize labor to turn back his effort to reenact the destruction of PATCO. Such actions can slow the corporate-right steamroller. Pressure must also be placed upon Democratic politicians who must no longer take progressives for granted. It should be made clear that Democratic support for the corporate agenda and its tepid resistance to the Bush onslaught will not be tolerated.

We urge nationwide support and active participation in proposed "days of action" being launched by the Institute for Policy Studies, the Independent Politics Political Network, and the Center for Constitutional rights following the anticipated news media announcement of the real Florida results. Press conferences, rallies, email chain letters, petitions, letters to the editor, etc., should give voice to the demand for electoral reform to make every vote count.

We urge consultation among all progressive forces to lay the groundwork for a "noncooperation with an illegitimate government" campaign to declare "non-recognition" of every Bush policy. Such a campaign to be launched with the maturing of public discomfort with the administration should be a powerful foundation for a major effort to kick the Bush majority out of the Congress in 2001. Indeed, now is the time to act!

[www.zmag.org/znet/02/04/2001](http://www.zmag.org/znet/02/04/2001)

# ADQ : à droite, toute !

Jean-Marc Piotte

Ceux qui contrôlent l'ADQ, Dumont et sa garde rapprochée, ont eu vingt ans, c'est-à-dire l'âge auquel on accède à la conscience politique, en 1990, alors que le néolibéralisme était triomphant. Ils sont restés accrochés à ce courant politique, même s'il n'a pu remplir ses promesses de création d'emplois et de progrès économique et social et même si ses conséquences en terme de destruction de l'environnement, de détérioration sociale et d'élargissement scandaleux des écarts entre les riches et les pauvres sont maintenant bien documentées. Cet aveuglement se voit partout, y compris dans sa politique régionale, où il est incapable de reconnaître que l'écart grandissant entre grandes villes et régions provient d'un marché débridé et non pas de l'État.

Dans les interstices du programme suinte une espèce de hargne contre la génération de leurs parents qui leur aurait transmis une monstrueuse dette et des institutions, notamment en santé et en éducation, dépassées. Les générations se succèdent rapidement et celle qui a eu vingt ans à l'an 2000 a accédé à la conscience politique en luttant contre la mondialisation, elle-même le résultat du néolibéralisme prôné par l'ADQ.

Car l'ADQ a des maîtres, l'école de Chicago dont Friedman est un des phares, qui a influencé Pinochet au Chili, Thatcher en Angleterre, Reagan aux États-Unis, Harris en Ontario et qui continue de dicter les politiques de Bush aux États-Unis et de Klein en Alberta. L'ADQ veut, de fait, supprimer la société que les Québécois ont construit depuis la Révolution tranquille et qui repose, du moins en partie, sur la défense de valeurs collectives et la recherche d'un certain bien commun, pour la remplacer par une société de type étasunienne, un décalque de l'Amérique des Républicains et de la droite, une société dont l'alpha et l'oméga est l'intérêt des individus, une société individualiste.

L'ADQ a-t-il des antécédents au Québec ? Il y a bien sûr les créditistes dont le populisme, fondé sur un sentiment légitime d'aliénation régionale, ressemble à celui de l'ADQ dans sa révolte contre l'establishment. Mais les créditistes s'en prenaient aussi aux requins de la finance, tandis que l'ADQ ne diabolise que l'État, angélisant tous les dirigeants d'entreprise. De plus, les créditistes n'étaient guère dangereux, ne pouvant prendre le pouvoir à Ottawa. Le phénomène adéquiste, lui, ne constitue pas uniquement un vote de protestation. Si les adéquistes prennent le pouvoir, ils chercheront dogmatiquement à refaire le Québec à l'image

de leur utopie, d'autant plus que ses dirigeants n'ont aucune expérience de gestion et aucune expérience de l'exercice du pouvoir politique. Mario Dumont n'a-t-il pas dit qu'il admirait Harris parce qu'il avait eu le courage d'imposer ses politiques malgré toutes les protestations sociales ? Le plus grand danger qui nous guette est de croire que le ballon adéquiste va se désouffler de lui-même. On a entretenu la même illusion attentiste en Ontario face au phénomène Harris. Si on désire vraiment que se désouffle le ballon adéquiste, il faut entreprendre dès maintenant de le darder.

L'ADQ a un autre antécédent : l'Union nationale (UN) de Duplessis. Comme ce parti, elle désire un État minimal, faisant entièrement confiance au marché. L'Église, dont le poids politique s'est considérablement réduit, ne pourra plus gérer les écoles et les hôpitaux comme cela se faisait sous Duplessis, mais elle sera remplacée, dans ce rôle, par les familles, les régions, les entreprises privées et les entreprises de l'économie sociale, l'État se réduisant idéalement à récolter les fonds et à les redistribuer à tous ceux qui œuvrent au sein du marché. Dans notre système électoral majoritaire à un tour – que l'ADQ, après le PQ, propose de modifier – il ne peut y avoir au Québec deux partis nationalistes : l'ADQ, s'il réussit, remplacera le PQ, comme celui-ci s'était substitué à l'UN. On reviendrait donc au Québec, après plus de trente ans, à un parti nationaliste de droite.

Dans la page liminaire de son programme, l'ADQ affirme qu'il faut « retrouver le goût de rêver ». Nous partageons entièrement ce vœu, tout en nous opposant aussi catégoriquement au rêve adéquiste qui deviendrait, une fois vécue, un cauchemar pour l'ensemble de la population, hormis la classe moyenne supérieure et les riches.

Jean-Marc Piotte professeur de sciences politiques à l'UQAM et auteur.

Extrait de la présentation de *ADQ : à droite, toute !*, ouvrage collectif à paraître sous la direction de Jean-Marc Piotte, chez HMH à l'hiver 2003.



# Accélérer et durcir les politiques néolibérales

*Jean-Claude St-Onge et Pierre Mouterde*

Les politiques défendues par l'ADQ sont en vigueur, à des degrés divers, depuis plus de 20 ans. Ces politiques étaient la réponse musclée du patronat et des gouvernements devant la crise du capitalisme mondial entamée en 1975. [...]

Que ces politiques aient été adoptées par conviction, par opportunisme, par « nécessité » ou à « contrecœur » par les partis qui se disent nos amis, et qui en recueillent maintenant les fruits pourris, ne change rien à l'affaire. S'il est vrai que des politiciens tels que Mike Harris, ancien premier ministre de l'Ontario, et que l'Alliance canadienne s'identifient davantage au néolibéralisme, le gouvernement Bouchard a administré la même médecine de cheval en santé et en éducation que les conservateurs ontariens, et les « socialistes » français ont privatisé avec le même entrain que le gouvernement Chrétien a sabré dans les programmes sociaux. Ces politiques ont été dictées par les multinationales afin qu'elles puissent tirer leur épingle du jeu dans un contexte de décroissance, et elles ont été appuyées par les organismes internationaux tels que la Banque Mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce. Ces politiques ont eu des effets particulièrement destructeurs dans les pays du tiers-monde avec ces fameux programmes d'ajustement structurel. Elles ont été marquées au coin du sacrifice pour les travailleurs et les employés, y compris pour la classe moyenne : régression du niveau de vie, saccage des programmes sociaux, aggravation des écarts de revenus, précarisation de la main-d'œuvre, etc. Au cours de cette période, à part les profits et les émoluments des grands patrons, seules les banques alimentaires et la pauvreté infantile ont fracassé tous les records. Ce sont ces politiques qu'un gouvernement adéquat mettrait en œuvre en les radicalisant et en les accélérant pour le plus grand bénéfice d'une minorité de privilégiés. Or, si les électorales et les électeurs tournent le dos aux vieux partis, c'est précisément parce qu'ils ont souffert de ces politiques depuis plus de 20 ans. Voter pour l'ADQ reviendrait à changer trois trente sous pour une piastre, à donner notre bénédiction à ceux qui nous châtient.

[...]

## L'appel du vide

Revenir à l'histoire récente permet de mieux saisir l'appel du vide: c'est en collant à ces sensibilités immédiates-en dénonçant donc ce nouveau consensus asphyxiant – et en profitant du vide politique laissé par la gauche, et par les projets d'émancipation nationale menés par le PQ, que l'ADQ a pu rentrer en phase avec une partie de la société québécoise et commencer à connaître les succès qu'on constate.

Mais au prix de quel subterfuge ? En pigeant allégrement dans le vieux fonds néolibéral, et surtout en présentant ces emprunts dans un discours en demi-teintes qui finit ainsi par le dédramatiser. C'est notamment parce que-loin de s'en tenir à une présentation idéologisée et agressive à la Mike Harris du genre « il faut en finir au plus vite avec l'État-providence » – l'ADQ opte pour une approche pragmatique et marquée du sceau de la positivité qui s'énoncerait ainsi : « Il y a des problèmes concrets à résoudre dans la santé et l'éducation et ce que nous proposons aidera au moins certaines personnes à les solutionner. » L'effet en est d'autant plus efficace qu'il combine ces emprunts à des mesures visant à affronter la crise de représentation politique et qu'il les revendique haut et fort au nom d'une aspiration au changement collectif des plus manifestes.

D'où l'incroyable paradoxe: les idées de changement, de nouveauté, de lutte contre les dogmes des vieux partis, de combat contre le passé ankylosant, voilà que des gens de droite, voire d'extrême-droite, les ont accaparées ! Ceux là-même qui défendent et promeuvent un capitalisme néolibéral encore plus agressif, débarrassé de toutes les barrières de contention que les mouvements sociaux d'origine populaire avaient tenté de dresser par le passé devant lui. N'est-ce pas le monde à l'envers ? Comme voies sans issue, on ne peut guère faire mieux !

*Extraits de ADQ : voie sans issue*





# Pour une version progressiste du nouveau modèle québécois

Michel Venne

Un jour, Robert Bourassa a déclaré : « *L'État-providence manque de souffle.* » Mais il ne savait pas quoi faire pour lui en redonner ni par quoi le remplacer.

De son côté, le Parti québécois a choisi, sur plusieurs dossiers, des modèles universels qui s'appliquent partout de la même manière, comme il l'a fait dans le domaine des services de garde, plutôt que de laisser la société innover dans un contexte pluraliste. Le Parti Québécois est également lié à des groupes d'intérêt – le cas de l'Union des producteurs agricoles est patent –, qui contrôlent certains secteurs de la société où ils imposent leur vision. Le PQ s'accroche aussi à une étiquette, celle de la social-démocratie.

En Europe, il est vrai que les sociaux-démocrates ont connu des succès électoraux éclatants dans les années 90. Ce mouvement a profité de la chute du Mur de Berlin. La faillite historique du communisme international a consacré la social-démocratie comme seule solution de rechange au libéralisme. Mais l'euphorie a été de courte durée, parce que la chute du Mur a ouvert la voie à la mondialisation. [...]

La mondialisation a suscité une demande accrue de protection sociale de la part de ceux qui craignent d'en être les victimes. Mais en même temps, elle a nourri les aspirations légitimes de ceux qui veulent profiter du grand mouvement de libéralisation économique et financier, et qui refusent de voir leur énergie bridée par le poids de la fiscalité et de la bureaucratie gouvernementale.

Dans leur pratique du pouvoir, les gouvernements sociaux-démocrates n'ont pas su dégager une nouvelle synthèse qui réponde à cette nouvelle contradiction sociale. Ils ont oscillé entre la défense des positions acquises et le suivisme libéral. C'est un peu ce qu'a fait ici le Parti Québécois au cours des dernières années. Un coup à gauche, un coup à droite, en espérant toucher le « centre ». Qui n'existe plus. [...]

Le capitalisme que la social-démocratie s'était promis de civiliser est en train de changer du tout au tout. [...] Outre qu'il a mondialisé son espace, « le capitalisme nouveau » a complètement modifié ses techniques d'organisation. [...] Il existe encore du travail à la chaîne. Mais les modes de production se transforment au fur et à mesure que se développe une société de services où les emplois deviennent plus précaires et où l'on valorise les talents individuels au détri-

ment de la force de travail d'une masse anonyme. [...]

En fait, nous sommes entrés dans l'ère de la « société du risque », pour reprendre l'expression du sociologue allemand Ulrich Beck. [...] L'emploi, explique Beck, a perdu, comme la famille, comme la religion et comme la science, ses certitudes et sa fonction protectrice d'autrefois. [...] Et c'est la peur qui s'insinue partout.

Le danger, si la peur s'insinue partout, c'est qu'elle ait un effet paralysant. La peur empêche de se projeter dans l'avenir, de faire des projets, d'innover, de faire des enfants. Ou de fonder un pays neuf.

Cette situation touche le Québec comme l'Allemagne, comme tous les pays industrialisés. Dans ce contexte où l'emploi n'est plus protégé, il revient à l'État de mettre en place des modalités institutionnelles pour assurer la sécurité des individus : en amont de l'emploi, par des systèmes d'éducation, de formation et de réinsertion qui préparent au travail et à la mobilité professionnelle. [...] Cette évolution va obliger à réfléchir plus sérieusement à l'ensemble des systèmes de protection sociale, y compris à l'hypothèse d'un revenu minimum garanti ou à la « nationalisation » des assurances collectives, actuellement proposées dans les milieux de travail pour aider à faire face à la maladie, à l'invalidité ou à la mort d'un conjoint ou pour assurer un revenu décent à la retraite. Ce chantier, le Parti Québécois s'est abstenu de l'ouvrir jusqu'à présent.

Dans la « société du risque », l'État est moins appelé à lutter contre les inégalités – que l'État-providence a considérablement réduites au cours des cinquante dernières années – qu'à prévoir des systèmes de protection contre les risques nouveaux nés de la transformation du capitalisme, de la mondialisation de l'économie et des avancées fulgurantes de la science. [...] Et l'éventail des risques couverts va s'élargir. On devra prendre en compte les risques liés à la précarisation du travail, à la dislocation de la famille traditionnelle, mais aussi ceux qui sont liés à l'environnement ou aux progrès d'une science privée de conscience, qui dissémine sur la terre des organismes génétiquement modifiés, des pesticides, des vecteurs de nouvelles maladies comme celle de la vache folle, des menaces nucléaires.

La « société du risque » influence également sur le rapport de l'État à l'économie. Dans toutes les sociétés industrielles, y compris les États-Unis, les gouvernements adoptent des mesures pour créer des emplois. Au Québec, en particulier, [...] un gouvernement qui renoncerait à promouvoir le dé-

veloppement économique abdiquerait une de ses responsabilités principales. L'État a le devoir d'intervenir lorsqu'il le peut pour soutenir l'économie. La population attend de l'État qu'il assure sa sécurité sous toutes ses formes, en combattant le crime organisé et le terrorisme aussi bien qu'en garantissant à tous l'accès à des services de santé de qualité. La sécurité économique fait partie des attentes des citoyens. Mais l'État, pour reprendre les mots du sociologue français Alain Touraine, doit d'abord jouer le rôle de médiateur entre le marché et l'individu. Il est là, en somme, pour protéger le bien commun. [...]

Or, on en est venu à cesser de voir l'État comme un médiateur à mesure que la politique s'est associée de plus en plus étroitement à la gestion de l'économie. L'État est perçu aujourd'hui non pas comme un lieu de résistance au pouvoir du marché, mais comme un partisan du marché. Il apparaît comme l'instrument du pouvoir économique.

L'attitude des citoyens à l'égard du gouvernement Landry prouve d'ailleurs que leurs attentes envers l'État ne sont pas uniquement d'ordre économique. Aujourd'hui, l'économie du Québec se porte mieux que jamais. En juin 2002, le taux de chômage était tombé à 8,2 %, le plus bas niveau depuis vingt-cinq ans. Il était de 12,2 % en 1994. À 59,9 %, le taux d'emploi au Québec était presque à égalité avec celui de l'Ontario, du jamais vu depuis cinquante ans. Entre décembre 2001 et mai 2002, l'économie québécoise a créé 120 000 emplois. Et pourtant, durant la même période, le taux de satisfaction à l'endroit du gouvernement a chuté pour atteindre son plus bas niveau depuis les dernières élections. Les sondages n'accordaient plus que 30 % des intentions de vote au Parti Québécois, qui a perdu cinq sièges aux élections partielles. En France, l'économie se portait également bien, mais le premier ministre socialiste Lionel Jospin a subi l'humiliation à l'élection présidentielle, tandis que son gouvernement a été défait lors des élections législatives.

On peut aisément expliquer l'attitude des citoyens. Le prix Nobel d'économie Robert Solow a découvert que plus une société est avancée, plus les facteurs non économiques de la croissance économique y deviennent importants. [...] Plus une société est à l'aise (comme l'est le Québec, qui formerait la quinzième puissance économique au monde s'il était souverain), plus ses membres se préoccupent de questions qui ne sont pas directement liées à la satisfaction de besoins matériels immédiats. Qu'est-ce qui compte pour eux ? L'éducation des enfants, tous les aspects de la santé (les soins, l'alimentation, la qualité de l'air, l'activité physique), la protection de l'environnement, la culture, les loisirs, l'habitation et tout ce qui s'y rattache (transport en commun, réseau routier, aménagement du territoire, parcs). Bref, tout ce qui fait la qualité de la vie. Ils se préoccupent aussi des rapports entre les générations, de l'équité au sein de la société, de la qualité de vie au travail et de leur capacité à influencer les décisions qui les concernent.

Il suffit de voir de quels sujets parle Mario Dumont et de ce qui assure un certain succès à l'Action démocratique du Québec : le libre choix en éducation et l'accès à des écoles de qualité, l'accessibilité aux soins de santé, l'équité entre les générations, la décentralisation des pouvoirs le plus près possible des citoyens, la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale, des normes du travail favorables aux

travailleurs autonomes. [...]

[Il y a] des moyens de répondre à ces inquiétudes : en favorisant la création de lieux de socialité par l'action communautaire par exemple, en réformant les programmes de protection sociale liés au travail, en veillant à préserver l'accessibilité et l'universalité du système de santé, en plaçant l'environnement au cœur des préoccupations gouvernementales. La souveraineté du Québec fait partie des solutions.

La notion de sécurité ne rend pas désuète pour autant celle de solidarité. [...] Cependant, le désir d'autonomie et d'indépendance est une caractéristique des individus contemporains, et il ne sert à rien d'y résister. C'est la preuve que l'État-providence a réussi. Grâce aux programmes de protection sociale et d'éducation publique, les citoyens sont devenus plus autonomes, moins dépendants, plus libres et plus égaux. La redistribution ne joue plus seulement aux extrêmes. Si on se contentait de « faire payer les riches », les coffres de l'État, du moins au Québec, seraient plutôt dégarnis. Entre un petit groupe de riches et un petit groupe de pauvres, il y a au centre de la société une immense classe moyenne. Ce sont les membres de cette multitude qui paient la majeure partie des taxes et des impôts. Celui qui travaille dur et fait des efforts supplémentaires pour s'en sortir veut que le système lui en donne pour son argent. Il veut aussi que l'initiative individuelle soit le moins brimée possible et que cette initiative porte ses fruits.

Nous touchons ici à une autre valeur universelle, celle de la liberté. C'est sur cette valeur, évidemment, qu'est fondé le libéralisme. Or les néo-sociaux-démocrates ou les post-sociaux-démocrates, que je préfère appeler les progressistes, ne peuvent pas laisser aux libéraux le monopole de la liberté. [...]

Les programmes gouvernementaux doivent, chaque fois que c'est réalisable, laisser une marge à l'initiative et à l'innovation. Le programme de garderies à 5 \$ en est un bon exemple. Il est appliqué mur à mur et empêche l'éclosion d'initiatives privées ou communautaires qui pourraient être tout aussi efficaces, en complément du réseau parapublic de centres de la petite enfance que l'on est en train de constituer.

D'autre part, les progressistes doivent faire valoir qu'on peut garantir la liberté de différentes façons. Ainsi, en privatisant le système de santé de manière à permettre à ceux qui en ont les moyens de payer pour subir plus rapidement une intervention chirurgicale, on accroît certainement la liberté des riches. Mais si, du même coup, on détourne vers le privé des sommes d'argent qui auraient pu servir à renflouer le système public, on réduit la liberté de ceux qui n'ont pas les moyens de se la payer. Comme le dit le politologue Pierre-Gerlier Forest :

*« Le régime public de santé est une liberté fondamentale qui mériterait d'être protégée activement et jalousement. Nos voisins américains, auxquels on nous compare sans cesse, sont moins libres que nous le sommes car ils dépendent presque toujours d'un employeur, d'un conjoint ou d'un parent pour accéder aux soins de santé et doivent donc peser longuement chacune de leurs décisions professionnelles et personnelles pour ne pas se retrouver sans protection et sans ressources. Nous sommes aussi plus libres que les générations qui nous ont précédés, qui accueillaient la maladie ou les accidents comme une fatalité. »*

Il en est de même pour la liberté de choix en éducation. Mario Dumont aura du mal à concilier sa proposition d'offrir aux parents, grâce à des « bons d'éducation », la liberté totale pour inscrire leur enfant à l'école de leur choix, avec la nécessité de maintenir un système scolaire de qualité accessible à tous. On sait que si sa proposition était appliquée, certaines écoles devraient fermer leurs portes et des quartiers et villages seraient privés d'une institution essentielle non seulement pour l'apprentissage mais aussi pour la socialisation des enfants. Or une école publique, ouverte à tous, quel que soit le quartier ou le village où l'on habite, est un instrument de liberté pour le plus grand nombre. En privatisant davantage l'organisation scolaire, on donnerait à une catégorie de population, celle qui est déjà la plus favorisée en général, plus de liberté. Mais qu'advierait-il des autres ?

Une école publique qui ouvre les horizons de tous les enfants, un système de santé universel qui libère tous les citoyens du souci de la maladie sont des gages de liberté pour le plus grand nombre. C'est de ce côté d'ailleurs que se situe le succès le plus éclatant de l'État-providence.

Sur le plan économique, des éléments d'un nouveau modèle québécois ont déjà commencé à apparaître. L'État ne s'approprie plus des secteurs industriels entiers en nationalisant des entreprises. Lorsque des organismes publics interviennent dans l'économie, ils s'associent à des entreprises, deviennent des actionnaires minoritaires, requièrent l'intervention du Fonds de solidarité. L'État a permis de nouvelles expérimentations d'économie sociale, en soutenant la création d'entreprises qui adoptent des modes collectifs de propriété et de production, mais qui visent à devenir viables et autonomes. Il ne s'agit pas de créer seulement des emplois d'insertion, mais aussi des emplois permanents.

On pourrait pousser plus loin la réflexion sur le modèle post-social-démocrate. [...] Des services publics peuvent être dispensés par des organisations privées ou communautaires avec plus d'efficacité. Il s'agit de bien choisir ces services. [Le sociologue français Pierre] Rosanvallon propose de [...] rendre plus visibles les impôts, de manière à ce que les gens soient plus conscients du lien entre leur contribution (par exemple, ce qu'ils versent pour le financement du système de santé) et ses effets sur la société.

La mise en place de la post-social-démocratie est, par ailleurs, inséparable de la construction d'un espace démocratique qui corrige les déficiences du système actuel sur trois plans: améliorer la représentation, accroître la participation du public, en particulier dans les instances locales et régionales, et renforcer les mécanismes d'évaluation publique des programmes et des services gouvernementaux, ainsi que des risques liés aux progrès de la technoscience.

En résumé, quels sont donc les mots clés de ce nouveau modèle ? Sécurité, solidarité, liberté, démocratie.

Les souverainistes ont du pain sur la planche, mais le défi qu'ils ont à relever est en même temps enthousiasmant : redéfinir dans une perspective progressiste le modèle québécois.

---

*Michel Venne est directeur de L'annuaire du Québec, publié par les Éditions Fides et chroniqueur au quotidien Le Devoir*

Extraits de *Souverainistes, que faire?* (vib éditeur)



# No More Politics As Usual

*Judy Rebick*

A new, progressive political initiative with major implications for the New Democratic Party hit the Internet this week. Calling on the NDP to create a new political party, the New Politics Initiative (NPI) wants to unite the left under one banner, organizing activists from both inside and outside the NDP. Though it won't officially launch in Ottawa until June 20, the NPI Website offers a preview of what's to come. In its call to action the NPI states: "A growing political movement needs a strong political party to roll back corporate power, and restore decency, sustainability, and real democracy to our lives. We need a political party that is open. We need a party based on the idea that change happens not just by contesting elections. For real change, we must involve Canadians in a broader citizens' movement for more choices in our democracy, in our economy, and in our lives. The New Democratic Party can take up this radical challenge."

While the NPI Vision Statement includes a series of policy proposals, its most interesting feature is a call for a new kind of politics: "We believe our party must provide an alternative to corporate-dominated political machines, not just to the policies they represent. In other words, we need a new politics - not just new policies." I am an enthusiastic supporter of this initiative, along with NDP Member of Parliament Svend Robinson and many others. A small but diverse group of activists has been developing the initiative over the last few months. The Website went up on June 1 and e-mails inviting people to endorse began to go out on June 4.

Since Seattle and Quebec City, there's a growing sense of confidence on the left and the New Politics Initiative, bold and radical in its direction, reflects that. That energy and optimism is best summed up the NPI's own vision statement: "The NDP has reached a historic juncture. It is time to reconstitute this party, time to learn from its past mistakes. It is time to reach out to the legions of social change campaigners who presently see no future in conventional party politics, but also time to harness and reorient the energies of the solid committed people who still work within the NDP. Together we can build a force that will move mountains - reinspiring a vision of a just and sustainable future, rejecting the selfishness and cynicism of the corporate-dominated model, and above all reaffirming the conviction that empowered communities can win great things for themselves."

*www.rabble.ca, 06/06/2001*



# It Really Is About New Politics

*Judy Rebick*

The New Politics Initiative (NPI), which made its debut at the New Democratic Party's national convention in Winnipeg last weekend, could be one of the most innovative and significant developments for Canada's left in a long time. Of course I am a little biased, since I'm a co-founder. Contrary to what you have seen in the media, the NPI is not primarily about moving the NDP to the left.

The NPI is about a new kind of politics - it's about being more participatory, more engaging, more open and more diverse. NPI argued that the NDP must open itself to the new forces of the anti-globalization movement by initiating the formation of a new party. What became clear over the course of last weekend's NDP convention is the new initiative is really about transforming leftwing politics by bringing together the best traditions of the old left with the radical democracy of the new. As Jim Stanford, an economist for the Canadian Auto Workers, told a caucus of NPI supporters on Saturday, "If anyone had told me that a young woman would be marching around the floor of an NDP convention, wearing nothing but an NPI banner, distributing buttons, I would have told them they were dreaming in technicolour." It wasn't just the spirit on the floor of the NDP convention that revealed the changes, but also the extraordinary forum that the NPI held on the Friday night of the convention. In an uplifting meeting, a wide diversity of people talked about why they supported the NPI. Participants included several youth and a couple who had attended the founding convention of the Co-operative Commonwealth Federation (CCF) in 1932.

Feeling a little like a revival meeting, what was unique about this night was that people were sharing their experiences rather than arguing their political points. While the women's movement has been using the techniques of sharing experiences to build a common politic for years, the political left has never before embraced this kind of discussion. Almost everyone had a voice here. You didn't need to have fully formed political views to speak, and the most unexpected people got standing ovations. Even physically, the meeting drew together the old ways and the new. Some people lined up at the main microphone while others spoke from their seats, using a roving mike. Every participant, even hardened old activists like myself, felt inspired by the experience.

It can be difficult to combine a traditional convention based on old top-down politics with a new open participatory politic. So the NPI made mistakes. Our members could have been better organized on the floor. Some people who should have been able to speak couldn't. Some weren't able to counter the spin about the initiative being a hard turn to the left. Yet, instead of recriminations, everyone openly admitted the current weaknesses and moved on. The NPI also brought the spirit of the anti-globalization movement onto the floor - chants, costumes and face paint included. But more significantly, within a profoundly cautious political party, 40 per cent voted for the NPI's radical proposal to initiate a new party.

Indeed the impact may have been strong enough to open the NDP, for the first time in its history, to formally including a political opposition. The other side of this group's activities is to challenge the anti-globalization movement and other social movements to understand not only the importance of electoral politics, but also the value of the NDP itself. This convention showed clearly that the NDP is really a party of working people. On the flight back from Winnipeg, I sat next to an older woman who, after three days of intense conventioning, had to wake up at 5:30 a.m. to go to work at her plant. She and thousands like her see the NDP as the party that best represents their interests. The contempt some leftists feel for the NDP is troubling, given the profound working-class nature of the party and its importance to the political life of thousands of working people, who see no other institution in society speaking for them.

The NDP might rarely do justice to this important responsibility, but no other force on the left, except the trade unions, can claim this kind of mass representation at all. Internationally, two currents are emerging on the left. On one side, social democratic parties in England and most of Europe are moving to the right, embracing the so-called "third way," meaning corporate globalization with a slightly more humane face. The other current is emerging through the anti-corporate globalization movement and some socialist parties in Latin America. This current strongly opposes corporate globalization, seeing radical democracy - engaging citizens at every level of government - as the way to counter corporate power.

Only two people at last weekend's NDP convention openly supported "third way politics" - Peter Stouffer, a Nova Scotia Member of Parliament, and Jeffrey Simpson, a Globe and Mail columnist. Almost 40 per cent voted to go in the other direction. Clearly, the work of the NPI is just beginning. Our caucus at the convention decided to continue to build local groups, and continue to bring the NDP and grassroots activists closer together. As someone who has given up on the NDP more than once in my long political career, I have a strong sense that a new kind of political party - one that brings together most of the forces fighting for social justice - is a real possibility.

[www.rabble.ca](http://www.rabble.ca) 28/11/2001



Réseau d'action  
et de communication  
pour le développement  
international

BUREAU DE MONTRÉAL  
3720, avenue du Parc, bur. 300  
Montréal (Québec) H2X 2J1  
Tél. : (514) 982-6606  
Télec. : (514) 982-6122

BUREAU DE QUÉBEC  
266, rue St-Vallier Ouest,  
Québec (Québec) G1K 1K2  
Tél. / Téléc. : (418) 521-4000

Courriel : [alternatives@alternatives.ca](mailto:alternatives@alternatives.ca)

<http://www.alternatives.ca>